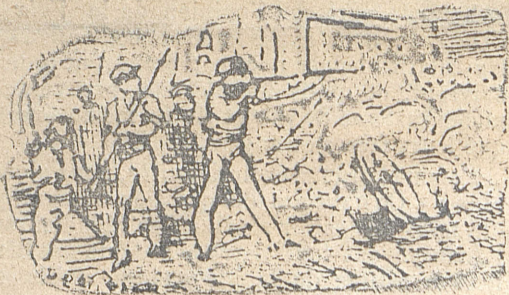


L'INSURGÉ

BUREAUX
6, rue des Alexiens, 6, BRUXELLES
ANNONCES : 20 cent. la ligne

RÉDACTEUR EN CHEF
LUCIEN PEMJEAN

ABONNEMENTS
Un an : 3 fr.; 6 mois : fr. 1-75 ; 3 mois : 75 c.
UNION POSTALE : Le double.



NOTRE TITRE

Insurgé! Quel plus beau nom pour un être pensant, pour un homme!

Dans une société basée sur l'antagonisme des intérêts, où la prospérité des uns n'est faite que de la détresse des autres, où les droits les plus élémentaires sont foulés aux pieds, où les revendications les plus légitimes sont qualifiées d'utopies, nous ne connaissons pas de sentiment plus élevé que celui de la révolte, d'attitude plus logique et plus digne que celle du protestataire, de l'INSURGÉ.

Dans la classe imbécile et féroce des privilégiés, ce mot fait sourire les uns, frémir les autres.

Ceux-ci, les trembleurs, redoublent de précautions, persécutent, terrorisent : ils croient échapper à la Justice en supprimant les justiciers. Ceux-là, les ricaneurs, font appel à la liberté politique, aux réformes : ils comptent apaiser les victimes en leur accordant un semblant de satisfaction.

Autoritaires et libertaires se trompent grossièrement et leurs manœuvres ne réussissent qu'à précipiter le moment fatal où les désespérés leur feront rendre gorge.

C'est qu'en effet, si les lois répressives n'ont d'autre résultat que d'aiguïser et de rendre plus implacable la haine des meurtris, les mesures lenitives n'aboutissent, de leur côté, qu'à leur fournir de nouvelles armes.

Prenez-en donc votre parti, cyniques détenteurs de la fortune et du pouvoir, et plutôt que d'essayer d'endiguer le flot qui monte et qui déjà vous élabousse, jouissez rapidement de vos restes : à peine en avez-vous le temps.

Les positions sont nettes, bien tranchées.

D'un côté, la Bourgeoisie, avec ses trésors innombrables, ses armées, ses codes, ses magistrats, ses géôles, son clergé, ses bourreaux, mais portant aux entrailles le principe même, le fer-

ment de sa décomposition. De l'autre, le Proletariat, avec ses siècles de misère, ses plaies saignantes, mais ayant au cœur le ressentiment farouche des cruautés subies et l'inflexible volonté de prendre place à son tour au banquet de la vie.

La lutte s'accroît. Chaque jour, une nouvelle explosion de fureur vient jeter l'épouvante dans le camp des satisfaits. Partout l'insurgé se dresse, plus menaçant, plus hardi, plus indomptable. Les portes des cachots ont beau se fermer sur nos apôtres; la guillotine, la hache, le gibet ont beau multiplier nos martyrs, le spectre de la Révolution grandit, plus effrayant, plus terrible.

C'est la guerre sans merci!

Vous nous l'avez déclarée, Messieurs du Tiers-Etat. Dans votre impitoyable égoïsme, dans votre soif inextinguible de jouissance, dans votre aveuglement et votre infatuation de repus, vous vous êtes figuré qu'il suffisait de remplacer la souveraineté de la Noblesse par la souveraineté de la Finance, les privilèges féodaux par les privilèges bourgeois, le servage par le salariat, pour rassasier à jamais la grande foule des producteurs.

Après avoir jeté bas les anciens maîtres du monde, vous vous êtes installés à leur place et vous avez cru votre règne éternel. Vous n'avez rien compris aux grandes lois sociales et vous vous êtes bercés de la douce illusion de donner le change aux travailleurs, au moyen d'offrandes politiques qui ne peuvent en rien améliorer leur lamentable situation.

Mais vous avez compté sans l'irrésistible force des choses, qui réduit à néant tous vos subterfuges et toutes vos roueries.

Déjà les masses laborieuses, — qui, hier encore, s'adressaient à votre esprit de justice, espérant arriver pacifiquement à la solution qui s'impose — ne comptent plus que sur leur propre initiative et s'exercent, par des escarmouches partielles, à la grande lutte finale.

Subissez donc votre sort, et ne vous en prenez qu'à vous-mêmes, qui avez méconnu vos devoirs et nos droits.

Place à l'Insurgé!

LUCIEN PEMJEAN.

A la veille de l'anniversaire du 18 Mars, il est de notre devoir de jeter un regard en arrière et de rendre un fraternel hommage à la mémoire des glorieuses victimes de la Commune.

Nous ne nous attarderons pas dans les regrets, sachant qu'ils amoindrissent le cœur. Mais nous retremperons notre énergie dans le souvenir des héros qui

percent d'une immortelle clarté les ténèbres de cette époque tragique, et nous nous préparons, par une sévère critique des fautes commises, à éviter, le jour venu, la désastreuse catastrophe qui a couronné jusqu'à présent chaque soulèvement populaire.

Que tous nos amis assistent donc aux réunions organisées dans les principales villes des deux mondes et se procurent le manifeste que les groupes révolutionnaires de Bruxelles vont faire paraître à cette occasion.

Et surtout, pas d'attendrissement inutile, camarades, pas de panégyriques enfantins, même sur la tombe de nos morts!

Jugeons sainement, soyons résolus et confiants : C'est le plus sûr moyen de hâter l'heure de la Justice, qui sera celle de la Revanche.

L'INSURGÉ

*Devant toi, misère sauvage,
Devant toi, pesant esclavage,
L'insurgé*

Se dresse, le fusil chargé!

*L'insurgé!.. son vrai nom, c'est l'Homme,
Qui n'est plus la bête de somme,
Qui n'obéit qu'à la Raison,
Et qui marche avec confiance,
Car le soleil de la science
Se lève rouge à l'horizon.*

Devant toi, misère, etc., etc.

*On peut le voir aux barricades
Descendre avec les camarades,
Riant, blaguant, risquant sa peau,
Et sa prune décidée
S'allume aux splendeurs de l'idée,
Aux reflets pourprés du drapeau.*

Devant toi, misère, etc.

*En combattant pour la Commune,
Il savait que la Terre est Une,
Qu'on ne doit pas la diviser,
Que la Nature est une source
Et le capital une bourse
Où tous ont le droit de puiser.*

Devant toi, misère, etc.

*Il revendique la machine
Et ne veut plus courber l'échine
Sous la vapeur en action,
Puisque l'Exploiteur à main rude
Fait instrument de servitude
Un outil de rédemption.*

Devant toi, misère, etc.

*Contre la classe patronale
Il fait la guerre sociale
Dont on ne verra pas la fin
Tant qu'un seul pourra, sur la sphère,
Devenir riche sans rien faire,
Tant qu'un travailleur aura faim!*

Devant toi misère, etc.

*A la Bourgeoisie écœurante
Il ne veut plus payer la Rente :
Combien de milliards tous les ans?
C'est sur vous, c'est sur votre viande
Qu'on dépèce un tel dividende,
Ouvriers, mineurs, paysans.*

Devant toi, misère, etc.

*Il comprend notre mère aimante,
La planète qui se lamente
Sous le joug individuel;
Il veut organiser le monde,
Pour que de sa mamelle ronde
Coule un bien-être universel.*

*Devant toi, misère sauvage
Devant toi, pesant esclavage,
L'insurgé*

Se dresse, le fusil chargé!

EUGÈNE POTTIERI



INSURGÉS ET GRÉVISTES

Le Borinage est en grève. Les mineurs ne refusent pas le travail, ils refusent l'outil nouveau, le manche de fer lourd, pénible à soulever, qui ne fait ni mieux ni plus vite. Ils tiennent à ne rien changer à leurs habitudes, ils exigent les outils qui leur plaisent; c'est bien le moins, puisqu'ils les paient. Les directeurs du charbonnage ont résolu de ne pas céder : manches de fer contre manches de bois.

C'est la grève, avec ses désespoirs et ses larmes, mais aussi avec la satisfaction de la dignité vengée; c'est le front, habitué à se courber sous le plafond bas des fosses, relevé fièrement; c'est l'exploité toisant l'exploiteur. On souffre à la maison, les petits et la femme sont sans pain; n'importe! Tant que la rage de l'oppression lui fait voir rouge, le père est sourd aux plaintes des siens pour n'entendre que la voix de sa conscience lui criant : « Ne cède pas! »

Duel terrible, inégal : d'un côté, un combattant nu; de l'autre, un combattant cuirassé, ayant pour lui son or et le fer du roi. La grève n'aura été que le signal avant-coureur des luttes prochaines.

Pourvu qu'à ces insurgés, vaincus souvent, abattus jamais, l'écho de France n'apporte point les paroles de Félix Pyat! L'homme qui porta le toast à la halle et alluma tant de belles colères au feu de ses périodes, a jugé la grève. Il vous a jugés, gens du Borinage, et vous a condamnés : « La grève, a-t-il dit, c'est la barricade des fainéants. »

C'est le 24 février, vingt-septième anniversaire du jour où s'accomplit en France la première révolution sociale, que le vieil insurgé, sorti non indemne mais intact de toutes les émeutes, a osé insulter aux revendications présentes et passées du prolétariat.

Mineurs, vous êtes des fainéants; M. Félix Pyat ne vous l'envoie pas dire; il le dit à peu près lui-même, tous les soirs, sur le théâtre de l'Ambigu.

Les braves gantés de Suède ne lui ont pas été ménagés, encore qu'un peu surpris et méprisants tout bas cette trahison. L'aphorisme réactionnaire est dans toutes les bouches bien pensantes; M. de Mun on tirera profit; les délégués catholiques du Vatican en feront l'épigraphe de leurs discours aussi socialistes que pieux.

Il y a deux enfances dans l'homme : M. Pyat a donné la première aux gueux, il donne la dernière aux riches. Ils ne la lui paieront pas ce qu'elle mérite : on ne tue pas le veau gras pour les prodiges de son âge. Mais le peuple, étonné d'un tel langage, pense tout haut que le Pyat qui se cache est encore moins louche que le Pyat qui se montre.

Le petit épicier de Montrouge, qui gagna l'institut en suivant le chemin de halage, M. François Coppée, vers la fin de l'Empire, plaïda aussi contre la grève. Mais s'il montra les fainéants attablés au cabaret, il dépeignit encore les compagnons dignes et robustes, acceptant la grève comme une des escarmouches sociales. Il ne se prononçait point, il n'in-

sultait point. Il était donné à l'écrivain du *Vengeur* d'aller plus loin que le protégé de la princesse Mathilde dans l'admiration des puissants.

Il y a une corrélation entre la *Grève des Forgerons* et le mot typique de l'*Homme de Peine*; le poète fait dire à son héros, le père Jean :

« Je me méfie un peu
« Des habits noirs pour qui l'on fait le coup de feu. »

On a fait le coup de feu pour M. Félix Pyat, au temps où, se disant insurgé, il n'insultait pas encore les grévistes.

Mais ce sont là sottises trop basses; les révoltés du Borinage n'en seront pas atteints. Vaincus, ils reprendront la tâche; pliés par cent ans de discipline, ils rentreront dans la fosse, ayant sur l'épaule le manche de fer, outil aujourd'hui, arme demain peut-être. Ce ne sera pas la fin de la lutte, mais une brève suspension d'hostilités. La convulsion est fatale; la science a reformé le monde économique et toute révolution économique est une révolution sociale.

Inconscient ou conscient, l'heure est à l'Insurgé.

Ce nom fait peur à qui ne réfléchit pas; il ne devrait que rassurer. Dans l'immense bataille des intérêts qui s'engage, malheur à qui s'endormira : l'insurgé est le veilleur de nuit.

L'insurgé n'est pas seulement le gréviste du Borinage, le nihiliste en Russie, le socialiste en France, le fenian en Angleterre, c'est tout homme qui refuse d'accepter un joug.

Ce n'est pas l'arme qui fait l'insurgé, c'est la revendication.

L'art a des insurgés comme l'industrie. L'insurgé est un novateur, un être courageux en avance sur son siècle, un citoyen ayant l'intuition de l'avenir. Il n'est insurgé que parce qu'il n'est pas compris. A dix ans près, on le tue ou on l'acclame. Entre temps, on l'outrage.

Mais une route nouvelle ne se trace pas sans erreur; tous les coups donnés ne sont pas justes, et sauter en avant c'est sauter dans le noir. D'aucuns estiment qu'il vaut mieux rester en place. Les événements sont là pour démontrer que l'inaction plus que jamais est impossible. Ne pas bouger, c'est être écrasé. La petite bourgeoisie pressent la crise, elle se débat; la propriété terrienne demande du secours. C'est la poussée en avant qui commence : il faut marcher ou mourir.

Contre l'arbitraire le Borinage proteste; c'est la force de demain qui affirme ses droits en face du capital qui détermine les devoirs — des autres. Les soulèvements de mine ont quelque chose des grondements souterrains, avant-coureurs des éruptions. M. Pyat appelle les grévistes des « fainéants », il ment : ce sont des « insurgés. »

JEAN VALJEAN.



En prenant place parmi les organes sincèrement dévoués à la cause prolétarienne, *l'Insurgé* se fait un devoir de saluer ses aînés.

Il tient également à remercier ceux de ses confrères qui ont annoncé son entrée en ligne, sans en excepter la *Voix de l'Ouvrier*, qui ne lui a cependant pas ménagé les découragements.

D'après l'organe de la Ligue ouvrière bruxel-

loise, « *l'Insurgé* ne répond à aucun besoin et n'a par conséquent aucune chance de succès. »

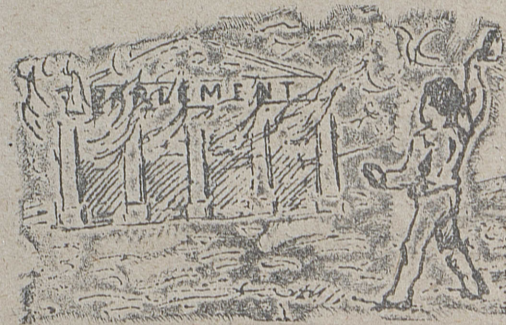
Nous ne relèverons de cette appréciation que la calomnie qu'elle contient à l'égard des travailleurs belges.

Toutes les nations en voie d'affranchissement ont des organes révolutionnaires. Seule, la Belgique en était dépourvue. La lacune est aujourd'hui comblée.

Supposer les déshérités de ce pays assez naïfs pour attendre éternellement d'en haut une transformation économique qui ne peut venir que d'en bas; les croire assez obtus pour ne pas comprendre qu'il n'y a de salut possible que dans l'éducation révolutionnaire des masses, c'est leur faire une injure toute gratuite que *l'Insurgé* ne peut laisser passer sans protestation.

Loin de partager l'opinion de la *Voix de l'Ouvrier*, nous avons la ferme conviction que les salariés belges nous comprendront et nous suivront, et qu'ils feront ainsi preuve de la même justesse de vue et de la même énergie que leurs frères étrangers.

Comme l'organe évolutionniste, nous ajouterons : « Ce n'est pas une question de boutique qui nous fait parler ainsi. » Les rédacteurs de *l'Insurgé* ont tout autre chose que des bénéfices à retirer de la propagande qu'ils ont entreprise et qui produira, nous l'espérons, les plus vigoureux résultats. L. P.



A BAS LE PARLEMENTARISME

Pourquoi la France est-elle devenue républicaine?

Parce que des expériences diverses lui ont démontré que toute monarchie, conformément à la logique de son principe, — qu'elle soit constitutionnelle ou absolue, — aboutit fatalement à l'oppression du peuple par le roi ou l'empereur, avec le concours des privilégiés qui mangent au ratelier gouvernemental.

Pourquoi le gouvernement qualifié République, mis à la place de la Monarchie, est-il à son tour attaqué aussi vivement que l'étaient ceux qui l'ont précédé?

Parce que, ayant conservé toutes les lois et les administrations de la monarchie, il est, comme elle, fondé sur le principe d'autorité, cause de tous les abus sociaux. Mais ce gouvernement n'est pas la République; pour qu'il le soit, il faudrait que la souveraineté du peuple, absolument inaliénable et ressortant de l'indépendance économique et sociale de tous les individus qui composent la collectivité populaire, fût réellement à sa base.

Le nom de République, appliqué à la *souveraineté parlementaire* aujourd'hui en vigueur, est une nouvelle tromperie de la bourgeoisie qui escamota la révolution de 1830, en présentant l'intronisation de Louis-Philippe, fils de régicide, comme constituant la « meilleure des Républiques ».

Le système actuel n'est au fond qu'une *Ploutocratie*, avec participation des capacités intrigantes reconnues utiles au règne des possédants, capitalistes ou industriels.

Le peuple s'aperçoit, enfin, que le régime parlementaire, même avec le suffrage universel, est en réalité l'organisation d'une usurpation périodique de sa souveraineté, qui ne lui laisse que la faculté de choisir ses dominateurs; il voit qu'on le force, comme dans le passé, d'obéir à des lois qu'on ne lui permet pas de

dirigées et qui, le plus souvent, sont dirigées contre lui, pour perpétuer l'exploitation économique dont il est victime.

La seule différence qu'il a pu constater, c'est qu'il a maintenant un plus grand nombre de gouvernants, ce qui lui impose plus de tiraillements et la charge de nourrir plus de fonctionnaires improductifs. Ne faut-il pas caser les parents et les amis des 550 députés et des 250 sénateurs !!

Il trouve singulier que, déclaré souverain même en tête des lois faites par ses ennemis, on ose lui opposer la souveraineté parlementaire. Dans son simple bon sens, il n'admet pas qu'il puisse y avoir deux souverainetés gouvernementales dans une même nation.

Il n'y a pas de milieu : le peuple est souverain ou il ne l'est pas. S'il est souverain, il n'a pas à obéir ; chacun peut aspirer à le servir — en exécutant ses décisions, — jamais à lui commander.

C'est pourquoi nous nous considérons en droit de détruire, par tous les moyens, l'omnipotence des parlements, usurpatrice de la souveraineté du peuple qui est la seule garantie de nos droits individuels et sociaux.

Sus donc aux députés et aux sénateurs qui prétendent qu'on doit s'incliner devant leur volonté, fût-elle contraire aux intérêts généraux, — et cela en vertu d'une loi électorale qu'ils ont eux-mêmes fabriquée sans la soumettre à la sanction directe du peuple.

Criminels farceurs !

Ils savent cependant que le peuple n'a pu valablement aliéner aucun de ses droits et qu'il n'a pu passer de l'état de souverain à celui de sujet, sans qu'une usurpation ait eu lieu à son encontre, par violence ou par ruse.

Et qu'ils ne se récrient pas à ce mot de sujet !

Quiconque est obligé d'obéir à des lois à la confection desquelles il n'a pas participé directement, est sujet, *subjectus*.

Qu'on soit sujet d'un parlement ou d'un roi, le résultat est le même : il faut obéir à la volonté d'autrui.

Si les théoriciens de l'autorité invoquent un prétendu contrat tacite émané naturellement des nécessités de la sociabilité humaine, nous répondons que ce contrat, pour être valable, ne devait pas s'écarter de l'idée de justice de laquelle ressortent les principes sociaux d'égalité et de réciprocité entre les hommes.

La réciprocité est une condition inéluctable de la validité des clauses du contrat, et elle implique logiquement l'équivalence des services et des situations entre les contractants.

On ne peut donc invoquer aucun contrat pour expliquer l'omnipotence des uns et la subjectivité des autres ; aucun consentement unilatéral ne peut avoir légitimé une telle inégalité : la nullité est inhérente, même d'après les lois civiles actuelles, à ce genre d'engagement.

De tout ce qui précède découle la condamnation radicale du régime parlementaire, même celle de toutes les institutions sociales existantes, autant au point de vue économique que sous le rapport politique.

Pour que la République soit une réalité, il faut qu'il n'y ait d'autres forces sociales que celles résultant de libres groupements, et que ces forces ne puissent être employées qu'à sauvegarder les droits individuels et collectifs, jamais à constituer et à maintenir un pouvoir placé au-dessus du peuple.

Au surplus, pourquoi des lois fixes, quand les volontés humaines sont essentiellement mobiles, et que leur mobilité est précisément l'instrument du progrès ?

Ne pourrait-on pas résoudre toutes les difficultés d'après les impulsions de la conscience, sans avoir à s'en tenir obligatoirement à des lois qui ne sauraient, sans injustice, être appliquées invariablement à des individus divers dont les aptitudes et les situations sont différentes ?

Quant à nous, sachant par expérience que,

plus un homme est doué, plus il est dangereux pour la liberté des autres, — loin d'accorder une préférence morale aux décisions des plus intelligents et des plus savants, nous nous tenons plus particulièrement en garde vis-à-vis d'elles. Nous ne voulons avoir pour guide que la conscience publique *entièrement libre* dans ses modifications incessantes, même dans ce que de prétendus sages nomment ses débordements : c'est surtout au point de vue moral qu'on peut dire avec vérité que monsieur *Tout-le-Monde* en sait plus qu'un individu quelconque.

Il ne faut pas craindre l'agitation, elle est la vie : un peuple ne se révolte que lorsqu'on l'opprime ; il ne peut jamais avoir tort vis-à-vis de ceux qui veulent le gouverner.

Voilà pourquoi nous sommes anarchistes.

EMILE DIGEON.

Nous recevons la lettre suivante :

Bruxelles, 12 mars 1885.

Cher citoyen Pemjean,

Notre but est le même, mais nos moyens étant différents, il me sera impossible de collaborer à votre vaillant organe, l'*Insurgé*.

Je n'en reste pas moins votre bien dévoué

ROCH SPINGARD.

Nous regrettons sincèrement la décision de notre ami. Jugeant la grève inopportune, il a cru devoir conseiller aux ouvriers borains la reprise du travail.

Affaire de conscience.

Quoi qu'il en soit, nous n'oublierons pas ces paroles que le citoyen Spingard a prononcées à Wasmes, et qui nous donnent la certitude de le retrouver un jour à nos côtés :

„ Le jour où la Révolution sociale éclatera, vous verrez votre vieux Spingard, le drapeau rouge à la main, offrir le premier sa poitrine aux balles des oppresseurs. „

A bientôt donc, camarade.



GRÈVES & MISES EN DEMEURE

La dernière grève d'Anzin, les multiples meetings de Paris et de Lyon, et surtout la grève actuelle du bassin de Mops nous ont démontré le peu d'efficacité et la puérité des mises en demeure et des discussions entre le patronat et le prolétariat.

La presse française presque toute entière s'est montrée favorable aux grévistes d'Anzin ; elle les a défendus moralement et pécuniairement. Des notoriétés politiques ont pris la parole dans leurs meetings ; des délégués ouvriers ont établi des rapports avec ce que l'on a l'habitude d'appeler les *corps constitués* ; eh bien ! toutes ces démarches, tous ces discours sont venus pitoyablement se briser comme verre contre le capital, représenté en cette occasion par le coffre-fort des Pouyer-Quertier et autres d'Audiffret.

Pourquoi donc reprendre aujourd'hui une ligne de conduite que nous avons trouvée défectueuse hier ?

La grève qui sévit aujourd'hui dans le Borinage n'aura aucun des résultats que l'on est en

droit d'en attendre. Elle tombera à plat, à moins pourtant que les révolutionnaires ne prennent la balle au bond et ne choisissent un autre terrain que celui des vaines discussions ; sinon, nous aurons à constater chez cette vaillante population boraine un découragement irréparable !!

En 1879, 20,000 ouvriers se mirent en grève, exaspérés de voir leurs salaires déjà si maigres subir encore une nouvelle baisse.

Poussés à bout par une situation pénible et même intolérable, ils employèrent les grands moyens ; la dynamite se fit entendre. Que ceux qui blâment ces moyens soient blâmés à leur tour ! Nous constatons simplement la phase aiguë que nous traversons.

En cette grève fameuse de 1879-1880, le gouvernement libéral d'alors mit tout ses sbires en campagne, et, comme aujourd'hui, des travailleurs furent arrêtés, mais ce qu'il y eut de regrettable (surtout au point des idées socialistes), ce fut de voir des hommes sincères, mais imbus d'idées pacifiques, apporter leur influence et leur talent d'écrivains comme appoints aux moyens coercitifs du gouvernement !!

Les orateurs venus de Gand et de Bruxelles jugèrent utile de détourner les houilleurs de la tactique révolutionnaire ; ces Messieurs se voilèrent la face au seul mot de dynamite ; les discours mielleux reprirent de plus belle, les ouvriers se découragèrent et finalement la désagrégation fut complète.

Je fis tout mon possible pour rémémorer autour de moi ce qu'il y avait d'hommes énergiques ; j'y réussis. Mais comme nous allions entrer en campagne, les mêmes orateurs, conscients ou inconscients, revinrent encore une fois à la charge, représentèrent aux ouvriers que le sang allait couler, que les femmes et les enfants allaient se trouver sans soutien, en un mot déclamèrent tout ce que peuvent alléguer en pareille circonstance des hommes qui ont une haine inexplicable pour la propagande d'action. Des phrases, mais pas d'arguments ; car jusqu'à présent, aucun des membres du parti évolutionniste n'a pu nous démontrer que leur tactique soit préférable à la nôtre.

Leurs griefs et leurs desiderata se bornent modestement à réclamer une augmentation de salaire, la suppression du livret et une diminution d'heures de travail. A ces trois demandes les patrons répondent par une dédaigneuse fin de non recevoir, et, si, parfois ils consentent à accorder une augmentation de salaire, ils se hâtent, aussitôt la grève terminée, de rétablir l'ancien tarif.

A cela il n'y a rien à répondre : c'est la loi immuable (dans la société actuelle) de l'offre et de la demande. La grève ne doit donc être pour nous, révolutionnaires Anarchistes, qu'un champ d'action propice pour semer les idées larges et fécondes de la propagande par le fait.

Les partisans du quatrième-Etat objecteront que notre système ne peut aboutir qu'à une inutile effusion de sang, suivie d'une répression farouche. A cela nous répondrons qu'on ne donne jamais inutilement l'exemple de l'énergie et de la révolte, que les petites escarmouches font les grandes batailles, que l'agitation de cour d'assises est dix fois plus efficace que celles des réunions électorales, que le sang des victimes crie vengeance et qu'enfin la répression qu'ils redoutent, nous l'appelons de

tous nos vœux : car elle ne peut que hâter l'heure de la délivrance.

C'est pourquoi je crie de toutes mes forces aux amis grévistes d'aujourd'hui, comme aux grévistes borains d'il y a cinq ans : « Pas de démarches inutiles, ni chez le gouverneur, ni chez les patrons ! »

Que les borains sachent une fois pour toutes que la grève est la préface de la Révolution, et la meilleure des lois la camisole de force de notre liberté.

F. MONIER.

*
**

FAUVIAU

Notre ami vient d'être condamné à *neuf mois* de prison. Cette condamnation prouve que les enjuponnés de Mons, se rendant solidaires, et se faisant les sbires des actionnaires de charbonnages, n'ont pu pardonner à Fauviau la lutte — toute pacifique, cependant — qu'il avait entreprise contre les affameurs du Borinage.

Que nos amis les houilleurs se souviennent donc qu'ils n'ont rien à attendre ni des juges, ni des avocats, ni surtout du gouvernement.

Et qu'ils n'oublient pas surtout que, si les Mariage du parquet de Mons ont fait ce qu'ils appellent leur devoir, eux aussi, à la première occasion, doivent savoir faire le leur.

*
**

Dans notre prochain numéro nous ouvrirons une souscription en faveur des familles des condamnés borains.

Nous faisons donc appel aux sentiments de solidarité de nos lecteurs.



UN MANIFESTE

Au pacte infâme des trois Empereurs contre l'envahissement des idées socialistes, à l'alliance tacite des gouvernants et des possédants de tous pays contre le parti révolutionnaire, les groupes anarchistes de Londres — allemands, italiens, espagnols, russes, polonais, autrichiens, anglais et irlandais — viennent de répondre par la publication d'un manifeste énergique affirmant l'étroite solidarité qui unit les travailleurs du monde entier.

Nous sommes d'autant plus heureux du lancement de ce manifeste, qu'en le lisant, nous avons acquis la conviction que notre dernière brochure, *Plus de frontières*, a porté ses fruits.

Nous retrouvons en effet dans l'excellente publication de nos amis d'Outre-Manche différents passages de notre travail : nous les remercions de cet emprunt qui nous prouve que nous avons dit juste et que nous avons été entendu.

Le manifeste en question, qui justifie à merveille son titre d'*anti-patriotique* et qui a été tiré à un nombre considérable d'exemplaires,

est actuellement répandu dans tous les centres ouvriers.

Partout nos coreligionnaires le placardent, partout la police le lacère. Arraché de ce mur, il reparait sur cet autre. Nos potentats perdent la tête. Décidément les temps sont graves.

Que va devenir en effet la gent capitaliste et dirigeante, si le prolétariat international commence à comprendre qu'on ne lui prêche la sainteté de la *patrie* et le respect des *frontières* que pour mieux le diviser et l'asservir ?

« Abusant de la diversité des langues qui séparait déjà les hommes, les dirigeants se sont appliqués à élargir ce fossé et à rendre ces relations plus difficiles. Mais ils avaient compté sans les découvertes de la science qui, en nous donnant la vapeur, l'électricité, etc... ont rapproché les distances et permis aux producteurs de se connaître, de s'aimer et finalement de lutter ensemble pour briser les chaînes de l'esclavage moderne. »

Tout est à reproduire dans cette page éloquentes qui sera bientôt sous tous les yeux, n'en déplaise à nos maîtres.

Que toutes les victimes de notre régime économique et politique la lisent avec attention ; si esclave que l'on puisse être des préjugés mortels qu'on fait sucer aux hommes avec le lait, il est impossible, après en avoir pris connaissance, de ne pas se sentir frappé de la grâce révolutionnaire et de ne pas prendre rang dans l'intrépide phalange des insurgés.

Nos félicitations aux camarades de Londres qui viennent de jeter hardiment, aux quatre coins du globe, ce cri vengeur et rédempteur que nous avons poussé l'an dernier : *Plus de frontières !*

L. P.

AVIS

Tous ceux de nos amis qui recevront le présent numéro sont priés d'organiser la vente du journal dans leur localité et de nous mettre en rapport avec des dépositaires sérieux et dévoués.

L'INSURGÉ, étant le journal de tous, s'adresse également à tous pour être mis, rapidement et sûrement, au courant de tous les faits concernant le mouvement révolutionnaire dans chaque région.

*
**

TRAQUÉS & TRAQUEURS

La grande République française et la petite République helvétique viennent d'arrêter et d'expulser, sur la simple injonction des empereurs d'Allemagne et de Russie, un grand nombre de nos coreligionnaires.

Ces mesures nous réjouissent plus qu'elles ne nous effraient.

Elles nous prouvent, en effet, deux choses :

1° L'équivalence des formes gouvernementales.
2° La terreur qu'inspire aux dirigeants de tous pays les progrès de notre propagande régénératrice.

Allons, encore un coup de collier, compagnons, et la baraque sociale est à nous.

POUR LA PATRIE



Il sera bientôt nécessaire d'être pourvu d'un courage à toute épreuve pour se déclarer *patriote*, et surtout pour oser opposer le drapeau tricolore, cette guenille prostituée, à la rouge bannière internationale.

On se rappelle qu'à l'enterrement de Jules Vallès, les jeunes boudinés du Quartier Latin, ayant jugé nécessaire de prouver leur ignorance et leur stupidité en poussant des huées sur le passage de la couronne des socialistes allemands, les révolutionnaires parisiens leur administrèrent une fessée bien soignée.

Même correction, mais plus corsée cette fois, leur a été infligée quelques jours après, salle Jussieu, dans une réunion publique que nos amis avaient organisée pour flétrir leur sottise et ridicule équipée des funérailles.

Mais le plus réjouissant, c'est que le grand pontife du patriotisme, le chef de cette bande tapageuse et gueularde qui ne manque aucune occasion de faire acte de servilisme et de lâcheté, le grand Déroulède lui-même s'est fait dernièrement tirer d'importance les oreilles, au cimetière de Levallois-Perret, par de résolus prolétaires qu'il prétendait empêcher d'arborer le drapeau rouge. Les braillards qui l'entouraient ont également écopé, et de la belle façon, paraît-il.

Al lons, ça ira ! Encore quelque tripotées de ce genre, et les manifestations socialistes ne seront plus troublées par les japements incongrus de la bande ferryste et bismarckienne.

ANNIVERSAIRE DU 18 MARS

PARIS : Grande conférence-concert au profit des familles des détenus politiques, salle Lévis, mercredi 18 mars, à 8 h. 1/2 du soir.

Ordre du jour : La journée du 18 mars ; son action au point de vue révolutionnaire, ses suites et ses conséquences.

Entrée : 50 centimes.

BRUXELLES. — Grande fête, lundi 16 mars, à la Croix de fer, rue des Bouchers, à 8 h. du soir.

Programme : Historique critique de la Commune
Poésies et chants révolutionnaires
Exposé des principes anarchistes
Tombola de livres.
Entrée : 20 centimes.

En vente partout : *Le 18 Mars devant les anarchistes*, manifeste publié à l'occasion de l'anniversaire de la Commune, par les groupes anarchistes de Bruxelles.

Prix : 5 centimes

L'abondance des matières nous oblige de renvoyer au prochain numéro un article de notre collaborateur VERAX sur le CONGRÈS DE BRUXELLES.

Editeur : EGIDE GOVAERTS
Imp. G. Gosse, rue Saint-Ghislain, n. 8.